

Jours fériés 2026, les plus malins pourront gagner 57 jours non-travaillés



En 2026, le calendrier des jours fériés offre plusieurs opportunités de pauses... et quelques occasions de 'ponts' bien placés. Du 1er janvier à Noël, [Service public](#) rappelle les dates officielles et les règles applicables aux salariés, fixées par le Code du travail. Entre jours chômés, jours travaillés et exceptions sectorielles, tour d'horizon d'une année rythmée par onze fêtes légales.

Onze jours fériés sont inscrits dans la loi : L'article L.3133-1 du Code du travail dresse la liste des fêtes légales applicables sur l'ensemble du territoire. En 2026, après le jeudi 1er janvier, le calendrier s'articule ainsi : Lundi de Pâques : lundi 6 avril ; Fête du Travail : vendredi 1er mai ; Victoire de 1945 : vendredi 8 mai ; Ascension : jeudi 14 mai ; Lundi de Pentecôte : lundi 25 mai ; Fête nationale : mardi 14 juillet ; Assomption : samedi 15 août ; Toussaint : dimanche 1er novembre ; Armistice : mercredi 11 novembre ; Noël : vendredi 25 décembre. Une répartition qui, selon les secteurs, peut influencer l'organisation du travail et la gestion des congés.

Jour férié ne rime pas toujours avec repos



Ecrit par Mireille Hurlin le 12 janvier 2026

Contrairement à une idée répandue, un jour férié n'est pas systématiquement chômé. Hormis le 1er mai, leur régime dépend des conventions collectives, des accords d'entreprise ou des usages. Ils peuvent donc être travaillés, avec ou sans majoration, selon le cadre applicable.

Exception

Le 1er mai fait figure d'exception : il est le seul jour férié obligatoirement chômé et payé pour tous les salariés. Seuls certains services essentiels : hôpitaux, transports, établissements de soins, peuvent y déroger lorsque l'activité ne peut être interrompue.

Des spécificités locales et sectorielles

À ces onze dates nationales s'ajoutent parfois des jours fériés locaux. En Alsace et en Moselle, par exemple, le Vendredi saint et le 26 décembre complètent le calendrier. Certains secteurs professionnels bénéficient également de dispositions particulières, inscrites dans leurs conventions collectives.

Ponts, une souplesse encadrée

Le calendrier 2026 offre plusieurs configurations propices aux 'ponts', notamment autour du jeudi de l'Ascension ou du mardi 14 juillet. L'octroi d'un pont relève toutefois de la décision de l'employeur. Les heures non travaillées peuvent alors être récupérées ultérieurement, dans le respect des règles légales et conventionnelles.

Anticiper pour mieux s'organiser

Entre jours fériés tombant en semaine et fêtes positionnées le week-end, 2026 appelle à l'anticipation. Pour les salariés comme pour les employeurs, connaître le cadre juridique permet d'optimiser l'organisation du temps de travail, tout en évitant les confusions sur les droits et obligations de chacun.

Mireille Hurlin